

La DG Trésor en bref

Au service des ministres, la direction générale du Trésor propose et conduit, sous leur autorité, la politique économique aux plans national, européen et international.

Les missions de la DG Trésor

- Suivre la conjoncture économique française et internationale et élaborer des prévisions (croissance, compétitivité, emploi...)
- Produire analyses, pistes de réforme et études d'impact sur les finances publiques, les politiques sociales, sectorielles...
- Participer aux négociations sur les dossiers économiques et financiers européens, et entretenir des relations bilatérales avec les États membres de l'Union européenne
- Élaborer et mettre en œuvre la politique de régulation du secteur financier français pour garantir un financement de l'économie diversifié et compétitif
- Participer à la définition de la politique commerciale européenne, suivre les négociations commerciales et financières internationales et défendre les positions françaises sur la scène internationale
- Superviser la politique française d'aide publique au développement
- Soutenir l'internationalisation des entreprises françaises et approfondir les relations économiques avec pays développés et émergents

Gouvernance

Odile Renaud-Basso est à la tête de la direction générale du Trésor depuis le 30 juin 2016. Bertrand Dumont, directeur général adjoint depuis le 19 septembre 2018, la seconde dans ses missions. Agnès Bénassy-Quéré a été nommée chef économiste le 21 mai 2020¹. Elle est chargée de coordonner la production des analyses économiques et financières de la direction. Ensemble, ils animent le comité de direction, enceinte collégiale qui rassemble les chefs de service pour mettre en œuvre la politique économique du Gouvernement et garantir un cadre de travail stimulant et valorisant pour l'ensemble des agents qui composent la direction.

¹ En remplacement de Michel Houdebine qui a exercé la fonction de 2015 à 2019



Pour une économie française innovante et inclusive dans
une Europe plus forte face aux défis mondiaux



Les services en centrale

La direction générale du Trésor se compose de 6 services et de 13 sous-directions. Ses équipes ont des profils très variés (fonctionnaires de 20 corps différents, contractuels, emplois locaux à l'étranger) qui en font la richesse.

Le service des Politiques macroéconomiques et des affaires européennes (SPMAE)

Chef de service : Emmanuel Massé

Le service est chargé du suivi de la conjoncture française et internationale et de la préparation des prévisions macroéconomiques pour la France et son environnement international. Il fournit des analyses et des conseils sur les questions relatives à la croissance française et à la conduite de la politique économique en France. Il est également chargé des affaires européennes et notamment de la préparation des conseils Ecofin et des Eurogroupe et du suivi des négociations européennes dans les domaines économiques et financiers. Il assure enfin le suivi des relations bilatérales avec les pays de l'UE.

Le service des Politiques publiques (SPP)

Chef de service : Antoine Deruennes

Le service a pour mission d'établir les prévisions économiques et financières de la direction générale. Il élabore les comptes prévisionnels des administrations publiques. Avec la direction du Budget, il prépare les programmes de stabilité, dans le cadre des engagements européens de la France. Il fournit des prévisions, des analyses et des propositions dans les domaines des finances publiques et de la dépense publique, de la politique fiscale, des politiques sociales et de l'emploi et des politiques sectorielles concernant le secteur marchand, en particulier l'agriculture et les réseaux. Le service analyse les questions liées au développement durable.

Le service des Affaires bilatérales et de l'internationalisation des entreprises (SABINE)

Cheffe de service : Claire Cheremetinski

Le service est chargé des relations économiques, financières et commerciales bilatérales avec l'ensemble des pays développés et émergents (hors pays de l'UE et de l'Afrique subsaharienne). En liaison avec les Services économiques à l'étranger, il élabore et met en œuvre la politique de soutien des entreprises en identifiant les principaux intérêts économiques de la France dans ces pays, les problèmes d'accès au marché et les conditions de concurrence. Le service contribue également à la définition de la politique de soutien et d'accompagnement des entreprises à l'international et à la coordination des partenaires de l'export (Business France, organismes consulaires, fédérations professionnelles, conseillers du commerce extérieur). Il définit et met en œuvre les politiques de soutien financier aux grands contrats d'exportations et aux investissements étrangers par l'ensemble des dispositifs financiers au bénéfice des projets portés par les entreprises. Il élabore à ce titre les politiques d'assurance-crédit. Il contribue aux travaux de structuration des filières industrielles dans leur volet export menés dans les comités stratégiques de filières.

Le service du Financement de l'économie (SFE)

Chef de service : Sébastien Raspiller

Le service contribue à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de régulation du secteur financier (établissements de



Séminaire de direction, novembre 2019

crédit, sociétés de financement, entreprises d'investissement, entreprises et intermédiaires d'assurance, marchés financiers) et de l'épargne. À ce titre, il collabore avec les autorités de la supervision. Il élabore des propositions pour améliorer la compétitivité, le financement des entreprises et de l'innovation. Il est chargé des relations avec la Banque de France et assure le suivi de relations avec l'établissement public de la Monnaie de Paris. Il suit également les activités financières de la Caisse des dépôts et consignations. C'est au sein de ce service que sont suivies les affaires monétaires et financières des départements, territoires et collectivités territoriales d'outre-mer.

Le service des Affaires multilatérales et du développement (SAMD)

Chef de service : Guillaume Chabert

Le service est chargé des questions financières internationales (présidence et secrétariat du Club de Paris, suivi du FMI, préparation des réunions du G7, du G20 et de l'OCDE), des questions de développement et de financement de la lutte contre le changement climatique (cotutelle de l'Agence française de développement, suivi de la Banque mondiale et des Banques régionales de développement, suivi du Fonds vert pour le climat etc.) et

des questions de politique commerciale et d'investissement (suivi des négociations multilatérales ou régionales, suivi de l'OMC, gestion de la procédure d'autorisation des investissements étrangers en France). Le service gère également les accords monétaires qui lient la France et 15 pays d'Afrique, et assure le suivi des relations bilatérales de la France avec l'ensemble des pays d'Afrique subsaharienne. Enfin, le service est chargé de la lutte contre la criminalité financière (lutte contre le financement du terrorisme, le blanchiment, la corruption) et des sanctions financières internationales.

Le secrétariat général

Secrétaire générale : Constance Valigny

Le secrétariat général assure la gestion des ressources humaines des personnels de la direction en poste en France ou à l'étranger, coordonne le suivi des questions budgétaires pour l'ensemble de la direction et met en œuvre sa politique informatique. Il pilote ses projets de modernisation et les chantiers transversaux de la Direction.

Par ailleurs, la DG Trésor dispose d'une inspection générale qui procède au contrôle et à l'évaluation des activités des services à l'étranger. Elle assure en outre toute mission d'audit, d'étude et de conseil qui lui est confiée par la directrice générale.

Sont également rattachés à la DG Trésor deux services à compétence nationale : l'Agence France Trésor (AFT) et la Mission d'Appui au Financement des Infrastructures (Fin Infra).

Agence France Trésor

Directeur : Anthony Requin

L'Agence France Trésor (AFT) a pour mission de gérer la dette et la trésorerie de l'État au mieux des intérêts du contribuable. Créée en février 2001, l'AFT s'inscrit dans la continuité de l'action du Trésor en s'appuyant sur les points forts de la dette française : une politique favorisant la liquidité, une totale transparence et une volonté de conjuguer innovation et sécurité. Elle poursuit le développement de nouveaux produits et la modernisation de la gestion de la dette et de la trésorerie de l'État afin de réduire son coût pour les finances publiques.

Fin Infra

Directeur : Jean Bensaid

Fin Infra est un service de conseil pour les personnes publiques (ministères, établissements publics, collectivités territoriales) dans la conduite de leurs projets d'investissement, notamment lorsqu'elles choisissent un contrat global (conception, construction, entretien, maintenance, exploitation), et/ou qu'elles font appel à un financement privé : concessions, marché de partenariat (PPP), marché global de performance.

Fin Infra : faits marquants 2019

L'année 2019 a été riche en réalisations pour Fin Infra. Nous avons contribué par notre expertise et nos recommandations, à 28 projets d'investissements publics de toutes catégories : écoles, universités, résidences étudiantes, bâtiments publics, routes, transport ferroviaire, aéroports, énergie, télécoms... dont 9 étaient portés par les collectivités locales et 19 par l'État et ses opérateurs.

Fin Infra anime le débat avec les acteurs du financement des infrastructures, à travers les réunions du Cercle des utilisateurs du Partenariat Public-Privé, en participant aux instances de l'Institut de la Gestion Déléguée, en exposant la politique française d'infrastructures dans de nombreuses conférences en France (notamment l'Infraweek) et dans d'autres pays européens.

Enfin, Fin Infra a contribué, aux côtés des autres services du Trésor, à la construction d'une doctrine sur le financement des infrastructures au sein des organisations internationales, notamment au sein du G20 avec l'adoption des « principes pour la qualité des infrastructures ».

Chiffres-clés

675

agents en centrale

47,1%

de femmes

607

agents à l'étranger,
dont 18% de VIA (volontaires
internationaux en
administration)

Présents dans

105 pays

20

études Trésor-Éco
publiées

29

études comparatives
internationales réalisées

Plus de **30**

rencontres avec les groupes
d'amitié de l'Assemblée
nationale et du Sénat

5

Tours d'horizon de l'actualité,
en présence de représentants
du Parlement, élus, collabo-
rateurs ou services, de think
tanks, d'économistes, d'ONG
ou de fédérations

Janvier 2020



Ouverture, loyauté, engagement et esprit d'équipe, des
valeurs individuelles et collectives au service de l'État



Le réseau international

Le réseau des Services économiques de la direction générale du Trésor est le prolongement à l'international du ministère de l'Économie et des Finances. Il est un maillon clé de la mise en œuvre à l'international des politiques économiques et financières de la France et constitue un interlocuteur privilégié de nos entreprises.



Réunion des chefs de Services économiques régionaux à Paris, juillet 2019

- 31** Services économiques régionaux (SER)
- 70** Services économiques (SE)
- 22** Correspondants et délégués de chefs de services économiques/régionaux (CSE/CSER)
- 4** Représentations : UE (service éco - service financier), OCDE, ONU
- 1** délégation permanente : OMC
- 128** implantations

Janvier 2020

4 missions principales

1 Fournir une expertise économique internationale à l'administration et aux entreprises

Déployé sur les cinq continents, le réseau international des Services économiques de la direction générale du Trésor fournit une analyse complète et objective des enjeux économiques et financiers au plan mondial en confrontant les données macroéconomiques à la diversité des situations locales et à l'environnement des affaires. Il apporte un appui quotidien à l'ensemble des administrations de la sphère économique ; son expertise est aussi utile aux banques, institutions financières et entreprises pour affiner leurs propres analyses. Sa contribution est cruciale pour apporter aux acteurs un éclairage local précis lorsque survient une crise économique ou financière dans un pays ou une région.

2 Accompagner les entreprises françaises à l'international

Les Services économiques apportent leur soutien aux entreprises françaises, en identifiant les projets, grands contrats et investissements, et en les aidant dans leurs démarches au niveau local. Ils informent les entreprises sur les outils financiers du Trésor (prêts du Trésor, Fasep) ainsi que sur les garanties publiques gérées par Bpifrance Assurance Export au nom et pour le compte de l'État. Ils réalisent un suivi des procédures d'obtention au plan local et veillent à la bonne articulation avec les grands bailleurs internationaux s'agissant de projets particulièrement structurants.

3 Promouvoir l'action économique de la France à l'international

Le réseau international assure la promotion des positions françaises auprès des autorités locales et décrypte celles de nos partenaires. Il suit en particulier les négociations et la mise en œuvre des accords de libre-échange de l'Union européenne et assure le relai des positions de la France au sein des grandes instances internationales (FMI, G20, G7 ...).

4 Promouvoir l'attractivité de la France

La promotion des investissements étrangers en France figure parmi les missions prioritaires du réseau international des Services économiques de la direction générale du Trésor au vu des enjeux pour l'emploi et du dynamisme de l'activité en France (17 % de la valeur ajoutée, 30 % des exportations françaises et 13 % des emplois totaux). Le réseau – et particulièrement les Services économiques implantés dans les 40 pays prioritaires en la matière – participe activement à la promotion du site France comme destination d'investissement et à l'identification d'investisseurs étrangers potentiels.

Témoignage : Jean-Philippe Buisson, directeur Asie et Océanie d'EDF

« Nous sommes présents en Asie depuis dix ans et travaillons actuellement sur 3 projets en Birmanie, en Inde et au Laos qui reflètent la volonté d'EDF de proposer des solutions compétitives et innovantes en matière de transition énergétique bas-carbone.

Les Services économiques de la DG Trésor nous apportent non seulement un éclairage utile sur le contexte politique et économique des pays au sein desquels nous travaillons, mais également un précieux soutien opérationnel permettant de faire avancer nos projets. Leurs relations directes avec les pouvoirs publics locaux, leurs contacts privilégiés avec les institutions financières et leur riche réseau local, sont des atouts précieux dans des négociations souvent complexes et des processus de décision incertains.

Par exemple, les efforts de l'ambassadeur et du Service économique en Birmanie ont permis à EDF de sécuriser l'accord de développement de notre projet centrale hydroélectrique et de bénéficier du soutien des autorités françaises dans les moments clés, grâce au projet de partenariat intergouvernemental pour l'Énergie entre la France et le Myanmar. »

Actions de modernisation

Trésor 2020

Dans le contexte du programme de transformation Action publique 2022 et de la réforme des administrations centrales, la direction générale du Trésor a engagé un ambitieux travail de réflexion sur son positionnement stratégique au sein de son écosystème et son fonctionnement interne afin de les adapter aux enjeux actuels. Lancée en janvier 2019 sous le nom de « Trésor 2020 », cette démarche a impliqué l'ensemble des agents de la direction dans un travail de co-construction, avec le soutien du cabinet EY grâce au financement de la Commission européenne (Programme d'appui aux réformes structurelles, PARS/SRSS).

Trésor 2020 poursuit plusieurs objectifs afin de faire du Trésor une organisation :

- mieux positionnée sur les sujets de long terme, via notamment la création d'un think tank interne,
- capable d'appréhender de façon plus transversale et innovante les sujets relevant de sa compétence, notamment les nouveaux enjeux économiques liés à des mutations profondes, qu'elles soient technologiques, sociales, industrielles ou environnementales ; une évolution de son fonctionnement est nécessaire matérialisée par la mise en place d'une composante matricielle sur certains sujets (transformation numérique et écologique) ainsi que le développement du travail en monde projet,
- et au modèle RH renforcé pour mieux accompagner les agents tout au long de leur carrière et pour leur offrir un environnement de travail à la hauteur de leurs attentes.

Dès 2019, certaines actions de ce plan de transformation ont été lancées et l'année 2020 sera consacrée au déploiement de l'ensemble du plan.

Trésor Vert

Dans le cadre de Trésor 2020, les agents de la direction, souvent porteurs de convictions fortes en matière de développement durable, ont souhaité que celle-ci s'engage concrètement, dans son mode de fonctionnement, dans la transition écologique. Cette démarche fait écho aux travaux interministériels engagés fin 2019, « services publics éco-responsables », dont les 20 mesures emblématiques ont été validées par le Conseil de Défense Écologique du 12 février dernier.

Au terme d'un travail collaboratif, 9 propositions d'engagements ont été présentées par les agents à la direction qui les a validés. Ils concernent les déplacements professionnels, les usages numériques, les déplacements domicile-travail, la consommation de papier, le traitement des déchets, la diffusion de bonnes pratiques. Ces 9 engagements seront mis en œuvre au cours de l'année 2020, et l'atteinte des objectifs évaluée via des indicateurs dédiés. Le déploiement de ce programme a été affecté par la crise du Covid-19 mais reprendra dès que possible.

Liste des engagements

- 1** Réduire les émissions de gaz à effet de serre sur les déplacements professionnels.
- 2** Compenser ces émissions pour les déplacements inévitables.
- 3** Mettre hors tension les équipements informatiques tous les soirs.
- 4** Limiter les envois de pièces jointes supérieures à 1 Mo.
- 5** Développer le tri et réduire le volume des déchets.
- 6** Réguler la consommation de papier.
- 7** Faciliter le télétravail pour réduire les déplacements domicile-travail.
- 8** Diffuser les bonnes pratiques au travail via l'intranet et la newsletter quotidienne.
- 9** Mettre à profit la semaine du développement durable pour organiser des actions de sensibilisation.

La DG Trésor au service de l'attractivité de la France

Afin de coordonner les efforts collectifs, et en particulier de l'opérateur Business France, le Gouvernement a souhaité confier à la DG Trésor et à son réseau international un rôle accru en matière de promotion de l'attractivité de la France.

Le Gouvernement a fait de l'attractivité du site France l'une de ses priorités. Cette politique, portée par le ministère de l'Economie et des Finances, donne déjà de premiers résultats très encourageants : la France se classe au premier rang européen pour le nombre de projets étrangers accueillis dans l'industrie et la R&D, tandis que l'image de la France se classe au deuxième rang européen pour le nombre de projets étrangers accueillis, tandis que l'image de la France auprès du public économique étranger progresse de manière importante. La DG Trésor est pleinement impliquée dans la conception et le déploiement de cette politique.

Au plan international, le réseau des services économiques multiplie les efforts de promotion de l'agenda de réforme mené en France et les rendez-vous auprès d'investisseurs

potentiels, aux côtés ou en support des équipes de Business France. Ces efforts de mobilisation s'incarnent au moment du Sommet « Choose France », dont la troisième édition a réuni à Versailles le 20 janvier 2020 plus de 150 chefs d'entreprises étrangers. En administration centrale, un bureau dédié a été créé en 2019 pour assurer – en lien étroit avec Business France - la coordination de la politique d'attractivité, l'identification de mesures susceptibles de la faire progresser, le pilotage du réseau international, l'élaboration d'argumentaires, le bon déroulement des grands projets stratégiques, la remontée dans les classements économiques internationaux et la participation aux grands événements internationaux liés à l'attractivité. La DG Trésor, qui assure le secrétariat du Comité de Pilotage interministériel de l'Attractivité, est ainsi pleinement impliquée dans les réflexions sur l'adaptation des objectifs, outils et messages à destination des investisseurs internationaux dans l'environnement économique post-Covid-19. ◇

